

Regards Croisés



No:1
JUIN 2011

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE

ALEXANDRE ADLER

Journaliste, historien, spécialiste des questions de relations internationales, membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore

SEYFETTİN GÜRSEL

Directeur du centre recherches économiques et sociales de l'Université de Bahcesehir (BETAM), spécialiste de macro-économie du travail et d'histoire économique.

SOLI ÖZEL

Professeur de relations internationales à l'Université Kadir Has, membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore

DIDIER BILLION

Directeur des publications de l'IRIS, spécialiste de la Turquie, du monde turcophone et du Moyen-Orient, coordinateur des études de l'Institut du Bosphore.

Entretiens réalisés par
Marie CHICAUD
Lara DEĞER
Laure GADRAT

Cette nouvelle série d'études publiée par l'Institut du Bosphore réunit les opinions d'experts reconnus sur les questions liées à l'actualité politique, économique et sociale en Turquie ainsi que sur les relations franco-turques et turco-européennes.

A chaque édition, nous viserons à présenter les points de vue croisés d'observateurs turcs, français ou d'autres origines afin d'enrichir le débat sur nos préoccupations et interrogations communes.

Cette première édition est consacrée aux conséquences politiques et économiques des élections générales du 12 juin 2011 en Turquie. Elle compile les réponses de Alexandre Adler, Seyfettin Gürsel et Soli Özel aux questions qui leur ont été posées à l'issue du premier déjeuner-débat du Cercle de l'Institut du Bosphore, le 14 juin à Paris.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Bahadır Kaleağası
Président de l'Institut du Bosphore.



.....

Élections législatives turques de 2011 : quelques brèves remarques

Didier Billion

Les élections législatives du 12 juin n'ont pas bouleversé le paysage politique. La victoire du Parti de la justice et du développement est incontestable et confirme son profond enracinement dans la société turque. Ce résultat lui permettra de former un gouvernement homogène. Les objectifs qu'il s'était fixé d'atteindre les 367, voire 330, députés élus n'ont toutefois pas été atteints.



Cet élément est une bonne nouvelle pour la consolidation de la démocratie turque car l'élaboration de la future constitution devra recueillir l'avis et les propositions des partis d'opposition. Ces derniers se trouvent bien sûr dans des situations différentes. Le Parti républicain du peuple poursuit sa mue sous l'impulsion de son nouveau leader et a eu le courage d'aborder des thèmes nouveaux au cours de la campagne électorale.

Cette évolution positive reste néanmoins à confirmer dans les mois à venir. Il en va de sa capacité à incarner une opposition résolue et constructive. Le Parti d'action nationaliste, malgré les nombreux scandales qui ont affecté sa campagne et bien qu'en décroissance, maintient son niveau d'influence mais n'a pas su renouveler les thèmes traditionnels, étroitement nationalistes, qui constituent son identité profonde. Le Parti pour la paix et la démocratie est probablement le second vainqueur de la compétition électorale puisqu'il confirme sa forte implantation dans le sud-est du pays. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur ce parti, il incarne un référent identitaire kurde qu'il ne faut pas sous-estimer ou caricaturer. La période électorale est terminée, les citoyens turcs ont tranché.

L'agenda politique des mois et des années à venir est dense et essentiel pour l'avenir de la Turquie. En effet les dossiers sont nombreux : rédaction d'une nouvelle constitution, réactivation du processus de réformes, reformulation de la question kurde, maîtrise de la vitalité de l'économie, résorption des inégalités sociales et régionales, confirmation du rôle géostratégique du pays dans un environnement régional perturbé, relance du processus de pourparlers avec l'Union européenne... On le voit la société turque devra conforter sa maturité et son dynamisme avérés.

Quelle est la première leçon politique que l'on peut tirer du scrutin législatif du 12 juin 2011?

► **Alexandre Adler** : Les résultats de 12 juin en Turquie sont le signe d'une démocratie aboutie. 75 millions de Turcs ont été confrontés à une véritable bataille électorale, où l'AKP (Parti de la justice et du développement) a eu affaire à un CHP (Parti républicain du peuple) réorganisé. Force est de constater que les inquiétudes émises sur le respect des libertés politiques en Turquie ont été dissipées grâce au climat à la fois apaisé et moderne de la compétition électorale. La Turquie a passé le test de l'alternance démocratique avec mention.

► **Seyfettin Gürsel** : La première leçon politique que nous pouvons tirer du scrutin du 12 juin est que l'agenda de l'électorat turc est déterminé par réaction aux changements économiques et la résistance au régime de surveillance. Par ailleurs nous pouvons souligner le vote massif des électeurs kurdes pour le parti kurde BDP (Parti pour la paix et pour la démocratie). Ces orientations semblent indiquer le développement d'une nouvelle coopération avec les représentants kurdes : la représentation des députés kurdes enregistre une hausse notable et passe à 36 sièges, contre 21 aux dernières élections.

► **Soli Özel** : Le scrutin législatif du 12 juin est un signe de la consolidation du pouvoir "hégémonique" de (l'AKP) et de son leader, Recep Tayyip Erdoğan. L'AKP domine énergiquement la scène politique turque et ne laisse aucun vide. En d'autres termes, le résultat des élections législatives est le fruit du succès total et personnel du Premier ministre.

Quelle devrait être, selon vous, la première mesure prise par le nouveau gouvernement?

- ▶ **Alexandre Adler** : Au delà des considérations économiques, la première mesure serait d'arriver à un dialogue entre les deux grands partis, l'AKP et le CHP, pour trouver un compromis constitutionnel acceptable et sortir d'une guérilla constitutionnelle et suicidaire pour les deux camps. Toute autre manœuvre pourrait entraîner un blocage de la situation politique. Sans que les partis renoncent à leur identité, ils est possible qu'ils arrivent à définir un cadre commun. Ce serait alors pour la Turquie le triomphe définitif de la démocratie.
- ▶ **Seyfettin Gürsel** : Sur le plan politique, le nouveau défi à relever pour la Turquie est d'initier une véritable réflexion autour d'une nouvelle Constitution. Cela constitue une priorité fondamentale pour la démocratie turque. Sur le plan économique, l'énorme déficit du compte courant dépassant 8% du PIB, menace la stabilité économique. Pour contrer cette menace, il faut à la fois un resserrement de la politique fiscale et l'annonce d'un agenda de réformes structurelles.
- ▶ **Soli Özel** : La priorité du nouveau gouvernement réside dans la rédaction d'une nouvelle Constitution pour la Turquie. Ce projet constitutionnel est par ailleurs très étroitement lié à la question kurde, qui soulève en filigrane la nécessité d'établir une définition de la notion de citoyenneté en Turquie.

Peut-on considérer que ce scrutin va pouvoir favoriser positivement les pourparlers entre l'Union européenne et la Turquie ?

- ▶ **Alexandre Adler** : Les Européens ne peuvent être qu'impressionnés par la maturité de la démocratie turque qui caractérise les élections législatives du 12 juin 2011. Par ailleurs, l'Europe doit être attentive à la "demande de Turquie" qui s'exprime de manière multiforme: succès de la démocratie, modernité. De la place Tahrir à l'Iran et dans beaucoup d'autres pays du monde arabe, la Turquie incarne un islam parfaitement compatible avec une forme modérée et ouverte de démocratie. L'Union européenne doit tenir compte de la place géostratégique de la Turquie dans son environnement proche. A titre d'exemple, le dossier syrien est révélateur : la Syrie vit aujourd'hui sous perfusion économique de la Turquie. Seule la Turquie comme pays sunnite allié du président actuel Bachar El-Assad, semble capable de s'adresser à son voisin syrien et de faire face à ce qui prend des allures de guerre civile. Si la Turquie parvient par le biais d'une diplomatie ouverte à arrêter l'incendie à temps, son image en Europe en ressortira profondément modifiée.
- ▶ **Seyfettin Gürsel** : L'impact du scrutin du 12 juin 2011 en Turquie sur la question européenne est à relativiser. L'AKP déploie une stratégie de consolidation de son pouvoir, de sa majorité mais son influence est encore soumise à certains risques. Cinq chapitres sont toujours bloqués par la France (chapitres les plus décisifs concernant l'intégration) et de nombreux efforts sont encore à réaliser côté turc, notamment sur la question chypriote. Force est de constater que la stratégie du gouvernement turc est avant tout de gagner du temps pour la poursuite des négociations.

Peut-on considérer que ce scrutin va pouvoir favoriser positivement les pourparlers entre l'Union européenne et la Turquie ?

- ▶ **Soli Özel** : Une avancée positive des pourparlers entre l'Union européenne et la Turquie dépend essentiellement de l'Europe. En considérant l'ensemble des derniers événements dans le bassin méditerranéen, un dialogue beaucoup plus ferme et profond entre l'Union européenne et la Turquie semble indispensable. Dans cette optique, la France et l'Allemagne doivent se montrer un peu plus ouvertes et plus engagées.

